

Plus d'un mois de grève de la faim des prisonniers politiques détenus dans les prisons françaises.

(sept. '81)

PLUS UNE MINUTE A PERDRE !

pour imposer la libération de tous nos camarades !

C'est à grands renforts de presse que les nouveaux gérants de l'Etat, repeint en rose depuis le 10 mai, ont annoncé une amnistie «large et généreuse». A les en croire, il s'agissait de passer l'éponge sur les «excès» du septennat giscardien. Avec l'Etat de grâce, claironnaient-ils, on allait repartir à zéro.

Mais la réalité a la peau dure !

Dans les prisons, l'enfer quotidien continue. Les matons, les magistrats et les flics restent les mêmes. Les Quartiers de Haute Sécurité, loin d'être supprimés, vont être «améliorés»...

Et l'Etat, par delà quelques libérations dont a fait grand cas, garde au fond de ses geôles de nombreux camarades en otages.

Des militants révolutionnaires d'Action Directe et ceux de l'affaire dite de «Condé-sur-Escault» restent emprisonnés parce qu'ils se sont procuré illégalement l'argent nécessaire à leur combat; des Partisans Communistes restaient emprisonnés jusqu'au

14 septembre pour une action de solidarité avec cinq de nos camarades allemandes extradées de France l'an dernier; des anti-militaristes restent emprisonnés pour leur activité contre l'armée de guerre civile; des révolutionnaires italiens et allemands, restent emprisonnés pour avoir participé au combat révolutionnaire ici; des nationalistes basques restent emprisonnés parce qu'ils ont continué la lutte pour libérer leur territoire de la version rénovée de la dictature franquiste; et plus récemment, un rebelle suisse a commencé sa détention en France par dix jours de secret total, parce qu'il s'est évadé plusieurs fois des prisons modèles suisses.

En plus du maintien en détention de tous ces camarades, ceux d'entre eux qui sont étrangers sont menacés d'extradition vers les prisons spéciales de leur pays, les Stammheim, Asinara, Regensdorf...

De tout cela, la presse et la télévision aux ordres des nouveaux gouvernants ne parle pas.

Et c'est pour cela, parce qu'ils refusent l'isolement et l'oubli, parce que PS ou pas, ils continuent de lutter, que nos camarades ont entamé un mouvement de grève de la faim depuis le 21 août.

Par ce mouvement, ils entendent réaffirmer leur identité politique, qui ne saurait être effacée par aucun «Etat de grâce». Ils entendent dire clairement que le combat révolutionnaire contre l'exploitation et l'oppression, dans les usines, les quartiers, les prisons, dans la vie quotidienne, ne peut s'arrêter parce que les gérants de l'Etat capitaliste ont changé.

Par ce mouvement ils exigent la libération immédiate, sans conditions ni marchandages, de tous les prisonniers politiques. Ils refusent d'être les otages que les nouveaux gouvernants conservent pour calmer les matons et les flics qui, eux, n'ont pas changé.

Derrière la répression de quelques uns, l'Etat vise à intimider et dissuader les travailleurs prêts à se rebeller contre l'ordre et l'exploitation.

Il y a aujourd'hui plus d'un mois que cette grève de la faim est commencée !

A partir d'aujourd'hui, des lésions irréversibles peuvent se produire. A partir d'aujourd'hui, ces camarades peuvent mourir ! La plupart d'entre eux ont été transférés à l'Hôpital pénitentiaire de Fresnes. Certains d'entre eux commencent à être soumis à des perfusions dont on sait avec quelle brutalité elles sont pratiquées. Quant aux camarades basques, qui avaient déjà fait 28 jours de

grève de la faim récemment, ils ont de nouveau repris leur mouvement face aux promesses non tenues.

Les bonnes âmes démocratiques, si promptes à s'émouvoir pour des grèves de la faim plus lointaines, n'ont aucune gêne à laisser nos camarades crever dans l'oubli.

Car si les pétitionnaires en tous genres sont actuellement reçus avec courtoisie par les dignitaires socialistes, il en va tout autrement pour nos initiatives de popularisation de la lutte menée par nos camarades ont eu à faire face aux matraques

socialistes. La «force tranquille» d'aujourd'hui ressemble étrangement à celle d'hier.

Aujourd'hui comme hier, face à nos exigences: les flics !

Il en va de même pour la presse, pour toute la presse. Toutes les informations sur la grève de la faim ou sur nos initiatives de soutien sont systématiquement boycottées ou traitées à la va-vite. De «France-Soir» au «Matin», de la télé à «Libération»: la presse aux ordres est plus nombreuse qu'hier.

Aujourd'hui comme hier, face à nos luttes: le silence !

**Mais il n'y a plus une minute à perdre:
c'est de la vie de nos camarades dont il s'agit !**

Nous devons mettre tous les moyens en œuvre pour faire connaître et soutenir leur grève de la faim. Toutes les initiatives doivent être prises dans les jours à venir, DANS LES ENTREPRISES, LES QUARTIERS, LES LYCEES, LES LEP, pour briser le mur du silence et faire céder

le gouvernement.

En gardant nos camarades en otages, l'Etat PS veut placer nos luttes, toutes nos luttes, sous contrôle. Cette grève de la faim est l'affaire de tous ceux qui continuent de combattre contre l'oppression et l'exploitation.

TOUT DOIT ETRE FAIT POUR GAGNER !

**LIBERATION DE TOUS LES PRISONNIERS
POLITIQUES !**

**Comité unitaire
pour la libération
des prisonniers politiques**

Pour contacter le Comité: 33, rue des Vignoles. Paris 20^e métro: Avron. Réunion le mardi à partir de 19 h.